



 **REPUBLIQUE  
TUNISIENNE**



**CDL-UD(2020)020**

Or. Fr.

**COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT  
(COMMISSION DE VENISE)**

**en coopération avec**

**LA PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT DE LA TUNISIE  
SERVICES DU MINISTRE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT  
EN CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**Séminaire régional pour les hauts cadres de l'administration  
12<sup>ème</sup> UniDem Med**

**“ REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE :  
NOUVEAUX DEFIS ET NOUVELLES METHODES DE  
FONCTIONNEMENT ”**

**Vidéoconférence, Tunisie**

**15 – 17 décembre 2020**

**MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET GESTION PREVISIONNELLE  
DES EMPLOIS ET DES COMPETENCES : ENRICHIR ET VALORISER LES  
COMPETENCES DES AGENTS PUBLICS**

**par**

**Mme Franca SALIS-MADINIER**

**(Secrétaire Nationale CFDT Cadres, Membre du Comité économique et  
social européen)**

Financé  
par l'Union européenne  
et le Conseil de l'Europe



COUNCIL OF EUROPE



Mis en œuvre  
par le Conseil de l'Europe

## **SÉMINAIRE RÉGIONAL POUR LES HAUTS CADRES DE L'ADMINISTRATION**

### **12<sup>ème</sup> Unidem Med**

**“ REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE :  
NOUVEAUX DEFIS ET NOUVELLES METHODES DE FONCTIONNEMENT ”**

**Le dialogue avec les partenaires sociaux au sein de l'administration publique**

**Intervenante: Franca Salis Madinier,  
Membre du CESE, Secrétaire Nationale de la CFDT Cadres**

**16 DECEMBRE 2020**



## SOMMAIRE

- 1** L'Europe et les principaux défis pour la modernisation des services publics
- 2** Le dialogue social et le semestre européen : l'implication des partenaires sociaux
- 3** Les recommandations du Comité Economique et Social Européen
- 4** France: un focus sur la réforme du dialogue social de 2019

## SOMMAIRE

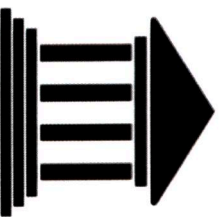
- 1** L'Europe et les principaux défis pour la modernisation des services publics
- 2** Le dialogue social et le semestre européen : l'implication des partenaires sociaux
- 3** Les recommandations du CESE
- 4** France : un focus sur la réforme du dialogue social de 2019

16 DECEMBRE 2020



## L'EUROPE

### SECTEUR PUBLIC



= **25%**

de l'emploi total dans l'UE

### Pas de législation globale de l'UE visant le secteur public :

- **Les États membres ont un contrôle total** sur leurs administrations publiques et sur leurs politiques
- **La Commission européenne agit** comme un guide sur l'innovation en promouvant les meilleures pratiques et en fournissant des lignes directrices  
Ex: défis découlant de la transformation numérique, de la mobilité accrue et de l'interopérabilité
- Des lignes directrices partagées par le **Parlement européen**  
Un focus est mis sur l'accélération de la réalisation du marché unique numérique

# L'EUROPE

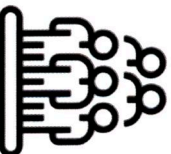
## Les freins à l'innovation dans le secteur public

Le parlement Européen identifie des freins & défis à l'innovation des services publics



### UN MANQUE DE

- Connaissances sur la façon d'innover
- Leadership entrepreneurial
- Ressources ou temps



### PROBLEMES INTERNES

- Entre personnel/directions, syndicats
- Structure organisationnelle & logistique
- Batailles de territoire



### CRAINTE

- Publicité négative et/ou
- Doutes du public sur l'efficacité des programmes innovants

## SOMMAIRE

- 1 L'Europe et les principaux défis pour la modernisation des services publics
- 2 **Le dialogue social et le semestre européen : l'implication des partenaires sociaux**
- 3 Les recommandations du CESE
- 4 France : un focus sur la réforme du dialogue social de 2019

16 DECEMBRE 2020



## Le dialogue social dans le Semestre européen

Implication des partenaires sociaux dans le cadre de la modernisation de l'administration publique

### CONTEXTE:

- Mutations structurelles des services publics de l'UE
- Les crises économiques et financières de 2007 et 2008 accélèrent ces changements

→ Introduction en 2011 d'un **nouveau cadre de gouvernance économique à l'échelle européenne: le « semestre européen »**

- Il établit des règles contraignantes imposant aux budgets nationaux des mesures d'austérité
- Fortes répercussions dans le secteur public en incitant les gouvernements à réduire l'ampleur et la portée des services publics:
- Réduction des effectifs, baisses de salaires et détérioration des conditions de travail

## Le semestre européen et les recommandations par pays

Depuis 2012, la modernisation de l'administration publique constitue l'une des **grandes priorités du semestre européen**

De nombreuses **recommandations spécifiques à chaque pays** déclinées en Programmes Nationaux de réforme (**PNR**) ont été adressées aux États membres en vue de réformer leurs administrations et services publics.

➤ **Les syndicats européens** organisés au sein de la Fédération syndicale européenne des services publics, (**FSESP**) ont à la réforme mais dans un **cadre de qualité des services publics et de la reconnaissance de la négociation et du dialogue social.**

**Appel des syndicats européens pour mieux impliquer les partenaires sociaux au semestre et à l'élaboration de recommandations.**



## Dialogue social et négociations collectives sur la modernisation de l'administration publique : en Finlande et en France



### FINLANDE

**Consultations régulières des associations et des organisations**  
**Implication forte des partenaires sociaux**  
dans les politiques économiques  
& les réformes sociales  
**Négociations collectives centralisées**



### FRANCE

**Partenaires sociaux consultés & impliqués dans l'élaboration des réformes mais peu d'influence sur le résultat final**  
**Processus de consultation « trompe l'œil »**



## Bilan sur l'implication des partenaires sociaux

- Manque de liens entre le dialogue social et la gouvernance socio-économique européenne
- Persistance d'un déficit démocratique, qui caractérisent le semestre européen de 2014
- Au niveau national, l'implication des partenaires sociaux dans l'élaboration des PNR a été jugée insuffisante, voire inefficace. (HU, NL, PL).

→ Peu de pays ont mené un dialogue relativement bien structuré (DE, BE, DK, FR, SE).

→ Nécessité de rapprocher le (nouveau) dialogue social européen et le semestre européen afin que les partenaires sociaux puissent réellement contribuer au processus d'élaboration des politiques

## Bilan sur l'implication des partenaires sociaux

- Un dialogue social qui fonctionne est basé sur :
  - Un fort taux de syndicalisation, un bon exemple, les pays nordiques où jusqu'à 80% du personnel du public est syndiqué.
  - Le respect des droits syndicaux en considérant le fonctionnaire comme un citoyen et pas comme un sujet
  - **Investir les nouveaux sujets en impliquant les citoyens et usagers : en Norvège mise en place d'une commission tripartite (syndicats, direction et usagers) dans le domaine de la santé.** Cette commission a mis fin à un contrat de sous-traitance avec une société informatique qui ne protégeait pas suffisamment les données des patients.



## Pratiques du dialogue social en Europe

### Des pratiques du dialogue social en Europe différentes

- **17 pays de l'UE** ont ratifié la convention n° 151 de l'OIT dont l'article 7 vise expressément le développement de la négociation collective dans le secteur public.
- **La nature juridique des conventions collectives** différente : en France, en Belgique, les conventions collectives dans le secteur public ne sont pas juridiquement contraignantes, elles doivent **être transposées en loi**.
- Dans les pays **nordiques, en Irlande, aux Pays Bas**, les conventions collectives ont force de loi.
- **En Italie**, une agence nationale indépendante et financée par les employeurs publics (ARAN) est chargée de la négociation de tous les accords ( ce qui est le cas aussi en Suède ou au Danemark).



## SOMMAIRE

- 1** L'Europe et les principaux défis pour la modernisation des services publics
- 2** Le dialogue social et le semestre européen: l'implication des partenaires sociaux
- 3** Les recommandations du CESE
- 4** France: un focus sur la réforme du dialogue social de 2019

## Les recommandations du Comité économique et social européen

### Le Comité économique et social européen (CESE)

- Représente la société civile organisée en Europe
- Se compose de 340 membres issus des entreprises, syndicats, associations diverses et ONG
- Il est consulté par la Commission Européenne ou par la présidence tournante de l'UE sur toute initiative ou projet d'initiative législative

## Les recommandations du CESE

### Deux avis très récents du CESE :

**1<sup>er</sup> avis « Principes des services publics pour la stabilité du régime démocratique dans le contexte des crises multiples telles terrorisme, demande d'asile, crises démocratique et sanitaire »**

Dans cet avis, pour un bon fonctionnement des services public,s il est notamment recommandé de :

- A- Pourvoir le personnel des services publics avec des compétences adéquates et lui garantir des ressources humaines, techniques, matérielles et financières nécessaires.
- B- Mettre en place des conditions de travail adéquates, une rémunération suffisante et l'exercice effectif d'un dialogue social.



## Les recommandations du CESE

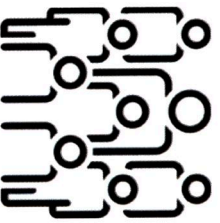
- Un 2<sup>ème</sup> avis « *Le dialogue social dans une économie durable et résiliente* » recommande :
- ✓ Un **dialogue social efficace** qui inclut des partenaires sociaux représentatifs et légitimes
  - ✓ La possibilité pour les partenaires sociaux **d'accéder en temps utile aux informations pour pouvoir jouer un rôle actif**
  - ✓ Un **cadre juridique et institutionnel émancipateur**, qui soutienne les procédures de dialogue entre partenaires sociaux
  - ✓ La **nécessité d'associer les partenaires sociaux au processus du Semestre européen** si l'on veut qu'il débouche sur des résultats concrets

## SOMMAIRE

- 1 L'Europe et les principaux défis pour la modernisation des services publics
- 2 Le dialogue social et le semestre européen : l'implication des partenaires sociaux
- 3 Les recommandations du CESE
- 4 France: un focus sur la réforme du dialogue social de 2019

## Les principales instances et procédures de consultation dans la fonction publique en

### France depuis 1983



- La loi du 12 mars 1982 marque en France l'acte I de la **décentralisation avec 4 textes** dont découlent la création des lieux et instances du dialogue social avec un **POUVOIR CONSULTATIF**

Fonction publique est composée de trois versants:

État, territoriale et hospitalière

→ 5,7 Millions d'agents, 1 salarié sur 5



## Les instances représentatives du personnel organisées au niveau national

### Le Conseil commun de la fonction publique (CCFP)

#### Composé de deux collèges :

- Représentants des organisations syndicales de fonctionnaires
- Représentants des employeurs

#### Traite des questions d'ordre général

- Tout projet de loi, ordonnance ou décret concernant le recrutement, l'emploi des agents contractuels

### Les conseils supérieurs des 3 versants de la fonction publique

Instance paritaire consultée sur toutes les questions d'ordre général concernant la fonction publique

- Représentants des organisations syndicales de fonctionnaires (30 membres)
- Représentants des employeurs (18 membres)  
(Etat 6, territoriaux 6, hospitaliers 6)

## Les instances représentatives du personnel organisées au niveau local

### Les commissions administratives paritaires (CAP)

#### Traitent des sujets d'ordre individuel relatifs aux carrières des agents

Obligatoirement saisies pour donner un avis  
sur les actes ayant un impact sur la gestion de  
**la carrière de l'agent**: refus de titularisation,  
avancement de grade ou promotion interne,  
recours en évaluation,...

### Les commissions consultatives paritaires (CCP)

#### Pendant des CAP pour les agents contractuels de droit public

Consultées sur toute décision ayant trait à leur  
situation professionnelle : discipline, entretien  
professionnel, conditions d'exercice des fonctions,  
fin de contrat, ...



## Les instances représentatives du personnel organisées au niveau local

### Les comités techniques (CT)

Donne un avis sur les questions relatives:

- aux effectifs, aux emplois et aux compétences
- aux règles statutaires et aux méthodes de travail
- aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire
- à la formation, à l'insertion et l'égalité professionnelle et à la lutte contre les discriminations

### Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

Ont pour mission de participer à l'amélioration des conditions de travail

Veillent à la mise en œuvre par les chefs de service ou d'établissement des prescriptions du code du travail relatives à la santé et la sécurité au travail qui sont applicables à la fonction publique



## **Le dialogue social après la loi du 6 août 2019 : modernisation de la fonction publique en France**

Trois changements majeurs impulsés par la loi du 6 août 2019

- 1/ Les CAP** au 1<sup>er</sup> janvier 2023 deviennent des organes des recours sur **des décisions défavorables d'ordre individuel relatives aux carrières des agents**
- 2/ La création des comités sociaux (pendant du CSE du privé)** qui remplacent dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023 les CT et les CHSCT  
**Cette fusion des CT et CHSCT réduira drastiquement le droit syndical** allouées aux organisations syndicales du fait de la diminution des membres des instances
- 3/ Le renforcement de la négociation collective dans la fonction publique**  
L'ordonnance du 6 août 2019 prévoit un renforcement de la négociation collective dans la fonction publique  
Elle est en cours de négociation avec une échéance fixée à mars 2021

## La CFDT et ses exigences pour réussir le dialogue social dans ce nouveau contexte

- ✓ Une **formation au dialogue social pour les élus et les représentants** des organisations syndicales et des représentants des employeurs
- ✓ Des accords de méthode encadrant la négociation et fixant notamment l'objectif, les moyens et le calendrier
- ✓ La valeur et l'effectivité juridique des accords nationaux et locaux sur la base du principe de « l'ordre public social ».
- ✓ La pertinence des sujets soumis à négociation : régimes indemnitaires et critères d'attribution, égalité professionnelle, organisation du travail et télé travail, la protection sociale, l'évaluation de la qualité du service public rendu aux usagers

**Merci beaucoup pour votre écoute !**

**[franca.salismadinier@cadres.cfdt.fr](mailto:franca.salismadinier@cadres.cfdt.fr)**

16 DECEMBRE 2020